

L'actualité enchaîne les gros titres sur la viande de cheval non déclarée, le mariage unisexe, la procréation médicalement assistée, la gestation pour autrui (encore une preuve que socialisme et libéralisme ne sont que les deux faces de la même pièce émise par les banksters d'un système purement matérialiste)... Mais tout ceci n'est que la conséquence du transfert de souveraineté des Etats au profit de l'Union européenne puisque ce sont désormais la Commission de Bruxelles, le Conseil de l'Europe et la cour de Luxembourg qui font la loi sur le continent, à coups de règlements, de directives et de jurisprudences. Il est donc assez amusant d'entendre et de lire ces derniers jours, après un accord de compromis entre les vingt-sept gouvernements des pays membres emmenés par le Fonctionnaire Inconnu Herman van Rompuy sur le futur budget européen septennal couvrant la période 2014-2020, que ce budget ne serait pas assez élevé. Il atteint quand même les 960 milliards d'euros, mais le précédent était supérieur de 30 milliards... C'est le commissaire-en-chef José Manuel Barroso qui n'est pas content. Il faut dire que la plupart des parlementaires européens, euro-béats, ne sont pas contents non plus et menacent même de ne pas le voter. La paix européenne se transforme en guerre larvée : les pays du nord, qui ont notamment des crédits pour développer leur recherche et leurs infrastructures, en ont marre de subventionner les fainéants des pays du sud et de l'est ; ces derniers accusent les Anglais de saboter l'Europe de l'intérieur, ce que dès les années 1960 le général De Gaulle avait compris qu'ils feraient s'ils entraient dans le marché commun institué par le traité de Rome. La « crise », érigée en système de domination par la dette, ne permet plus les grands projets européens, et l'austérité poursuit inexorablement sa percée, tandis que des députés grecs qui manifestent au côté de leur peuple dont ils ne sont que les représentants, se font tabasser démocratiquement par la police d'Athènes. Patience citoyens français, l'abaissement de votre SMIC finira également par être entériné, les banquiers de Goldman Sachs l'ont déjà proposé.

Finalement, comme tous les compromis, ce futur budget ne fait vraiment plaisir à personne (à part peut-être les eurosceptiques britanniques, qui de toute façon ont envie de quitter le navire dès que possible en s'appuyant sur un référendum) : les eurocrates ont la désagréable sensation de perdre un peu de leur pouvoir (qu'ils se rassurent, le *Daily Telegraph* a déjà révélé qu'il serait utilisé à bon escient, des patrouilles de « trolls » vont être financées pour mentir et encenser sur les réseaux sociaux cette construction européenne destructrice de ce qui a fait la civilisation européenne) mais les souverainistes considèrent ce budget somme toute presque égal au précédent encore beaucoup trop élevé, alors que l'UE au mieux empêche de régler les problèmes au niveau national, et au pire crée de nouveaux problèmes et des dépenses inutiles.

Profitons-en pour dénoncer l'hypocrisie de tous les européistes à la petite semaine. La réduction du budget de la politique agricole commune par exemple (même si elle est plus faible pour la France, avant tout terre agricole, que pour d'autres pays), ne devrait pas être une surprise puisque l'ancienne commissaire européenne à l'agriculture Mariann Fischer Boel avait annoncé en décembre 2006 la fin de la PAC, en expliquant qu'il faudrait que les agriculteurs se trouvent un salaire d'appoint à partir de 2013 s'ils voulaient survivre. De même, presque tous les eurodéputés se plaignent d'un budget minimal, qui ne permet pas de relancer l'économie et de concurrencer la production des Etats-continentaux comme les Etats-Unis, l'Inde et la Chine, alors que ça ne les gêne absolument pas d'interdire toute forme de protectionnisme européen (à l'instar du marché commun original), tout quota,

toute taxe aux produits d'importation. Au contraire, ils encouragent le libre-échange mondialiste au nom de la liberté de circulation, valable pour les hommes, les marchandises et les capitaux. Nous leur rappellerons le mot de Bossuet : « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes ».

Cette situation n'est pas un choix : l'austérité est nécessaire dans ce paradigme euromondialiste puisqu'aucune décision conséquente n'est prise. Et comme il s'agit d'un cercle vicieux, l'austérité empêchant la croissance, qui entraîne à son tour faillites, licenciements et chômage, la situation se dégradera petit à petit sur tout le continent. Il est prévu de sacrifier les peuples sur l'autel de l'euro, puisqu'il n'est pas question de revenir sur le dogme de la monnaie unique. Heureusement, si les pseudo-dirigeants ont perdu l'esprit, il se trouvera toujours des gens du peuple pour se lever et le leur faire savoir.

Jean-Yves Dufour, le 24 février 2013